

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative Travot - Bâtiment A2
10 rue du 93^e régiment d'infanterie
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 21 Février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNITED PETFOOD FRANCE

Zone industrielle de la Trésorerie
Rue Gutenberg
62126 Wimille

Références : DENV.2025.29
Code AIOT : 0006303348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement UNITED PETFOOD FRANCE implanté Route de la Ferrière 85140 Saint-Martin-des-Noyers. L'inspection a été annoncée le 09/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITED PETFOOD FRANCE
- Route de la Ferrière 85140 Saint-Martin-des-Noyers
- Code AIOT : 0006303348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement United Petfood France (UPF) de Saint-Martin-des-Noyers fabrique des aliments secs pour chiens et chats. À cet effet, il relève de la directive européenne sur les émissions industrielles. L'établissement a obtenu en avril 2024 l'autorisation d'étendre ses capacités de production et de stockage de produits finis.

La présente inspection avait pour but de vérifier :

- la prise en compte par l'exploitant des nouvelles dispositions issues de cet arrêté relatives aux rejets dans l'air (raccordement de différents conduits à une cheminée commune, traitement des poussières en amont par des filtres à manches) et à la gestion des odeurs,
- les suites données par l'exploitant à l'arrêté de mise en demeure pris par le préfet de la Vendée en juin 2024 concernant la mise en œuvre d'un plan de défense incendie pour l'entrepôt de stockage des produits finis.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suivi de la disponibilité des filtres à manches en amont du conduit n° 1	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.4.2	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Odeurs - plan de gestion des odeurs	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.7.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Points de rejets dans l'air canalisés	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.2	Sans objet
2	Traitement des installations raccordées au conduit n° 1	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.2	Sans objet
4	Captation des poussières - déchargement de la fosse de réception	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.5	Sans objet
5	Odeurs - mesures des débits d'odeur en sortie de rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.7.2	Sans objet
7	Plan de défense incendie (entrepôt)	AP de Mise en Demeure du 14/06/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que l'exploitant avait mis en service la cheminée à laquelle sont reliés les conduits des deux lignes de production (hors broyeur) et que les filtres à manches associés ont été mis en place. Le calendrier des 4 campagnes de mesures des débits d'odeurs a été présenté.

Certaines dispositions de l'arrêté d'autorisation, constatées comme non conformes lors de la visite, ont fait l'objet de mesures correctives ultérieurement et peuvent désormais être considérées comme conformes. Elles portent sur la limitation des rejets depuis la fosse de réception, et le plan de défense incendie de l'entrepôt. Concernant ce dernier point, il est proposé au préfet de lever l'arrêté de mise en demeure du 14 juin 2024.

Le plan de gestion des odeurs n'était pas formalisé lors de la visite. Un document a été transmis postérieurement à la visite, mais il devra être complété.

Enfin, il a été constaté l'absence de dispositifs de mesures des poussières permettant de détecter précocement une dérive des filtres à manches traitant les conduits raccordés à la cheminée nouvellement mis en place. L'exploitant a indiqué avoir réalisé différents essais qui se sont avérés non concluants (bouchage en aval des sècheurs du fait de l'humidité).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de rejets dans l'air canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets dans l'air canalisés
Prescription contrôlée :

Les installations suivantes sont raccordées au conduit n° 1 :

Ligne 1 :

- aspiration croquettes (501)
- sécheur croquettes (503)
- refroidisseur (504)

Ligne 2 :

- aspiration croquettes (510)
- sécheur croquettes (Geelen 511)
- refroidisseur (514)

Constats :

Les installations mentionnées ci-dessus ont été raccordées au conduit mis en place en 2024. L'écran de supervision indiquait que toutes ces installations étaient en fonctionnement lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement des installations raccordées au conduit n° 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des installations raccordées au conduit n° 1

Prescription contrôlée :

Chacune des six installations raccordées au conduit dispose d'un filtre à manches en amont de ce conduit.

Constats :

Les installations sont raccordées à un filtre à manche comme suit :

- aspiration 501 et aspiration 503 : traitement par le filtre à manche FL501, situé en aval du sécheur de la ligne 1 et recirculation des fines en amont du filtre ;
- aspiration 510 et aspiration 511 : traitement par le filtre à manche FL510, situé en aval du sécheur de la ligne 2 et recirculation des fines en amont du filtre ;
- aspiration 504 : traitement par un filtre à manche dédié ;
- aspiration 514 : traitement par un filtre à manche dédié ;

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi de la disponibilité des filtres à manches en amont du conduit n° 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la disponibilité des filtres à manches en amont du conduit n° 1

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place des capteurs de poussières en aval des filtres à manches sur chacune des lignes reliées au conduit n° 1 afin de détecter précocement une dérive de leur fonctionnement susceptible d'engendrer un dépassement de la valeur limite d'émission. L'exploitant définit à cet effet un seuil dont le franchissement entraîne la mise en œuvre d'actions correctives.

Constats :

Trois technologies de capteur différentes ont été essayées en aval du sécheur 1. Les trois capteurs ont été bouchés très rapidement du fait de l'humidité (vapeur d'eau) contenue dans le rejet.

L'exploitant continue de chercher une solution. En attendant, il a mis en place une coupelle extérieure qui récupère les poussières tombantes sur le site. Un suivi hebdomadaire de la masse

récupérée est réalisé depuis la première semaine de septembre. Il a montré une nette diminution de la quantité pesée après remplacement du filtre en aval du sécheur de la ligne 2. Toutefois, aucun seuil, dont le dépassement entraînerait des actions correctives de l'exploitant n'a été fixé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection a pris note des difficultés techniques rencontrées par l'exploitant pour mettre en place un système de détection des poussières en aval des sécheurs.

Toutefois, il est rappelé que ce système avait été proposé par l'exploitant. S'il souhaite remplacer cette disposition par un autre système, il devra en faire formellement la demande en fournissant les éléments permettant de justifier l'efficacité équivalente de la méthodologie proposée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Captation des poussières - déchargement de la fosse de réception

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Captation des poussières - déchargement de la fosse de réception

Prescription contrôlée :

Afin de limiter les envois de poussières lors des opérations de déchargement des matières premières dans la fosse de réception :

- cette dernière est équipée d'aspirations sur trois côtés, reliées chacune à un filtre à manches,
- le niveau maximal de remplissage de la fosse n'est pas dépassé. Une consigne est rédigée à cet effet et mise en œuvre par les personnes utilisant la fosse de réception.

Constats :

Lors de la visite, les portes d'accès à la fosse de déchargement étaient fermées et aucun envol de poussières n'était visible.

La consigne de déchargement avait été arrachée.

Cette consigne a été remise en place selon la photographie transmise par l'exploitant après la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Odeurs - mesures des débits d'odeur en sortie de rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs - mesures des débits d'odeur en sortie de rejets canalisés

Prescription contrôlée :

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées reliées au conduit n° 1 ne dépasse pas la valeur de $20\,000 \times 10^6$ uoe/h (unité d'odeur européenne par heure).

Le protocole de surveillance visé à l'article 3.7.1 ci-dessus comprend a minima, la première année de fonctionnement du conduit n°1, une mesure trimestrielle du débit d'odeurs. L'une de ces 4 campagnes est programmée sur une recette supposée la plus odorante. La périodicité est annuelle les années suivantes sauf si l'une des 4 mesures effectuées la première année révèle un non-respect de la valeur-limite prescrite ci-dessus ; dans ce cas, la périodicité trimestrielle est maintenue.

Constats :

Les dates prévisionnelles des visites ainsi que la méthodologie des mesures olfactives, incluant une mesure sur une recette supposée la plus odorante, ont été présentées à l'inspecteur. Elles comprennent, outre une mesure du débit d'odeur au point de rejet n° 1, un état olfactif de la situation locale. La première mesure est programmée le 21 janvier 2025. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Odeurs - plan de gestion des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2024, article 3.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs - plan de gestion des odeurs

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre de son système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Ce plan concerne tant les émissions canalisées que les émissions diffuses.

En cas de dépassement du débit d'odeur prescrit à l'article 3.7.2 lors d'une campagne de mesures du débit d'odeur, ou en cas de plaintes à ce sujet, l'exploitant enregistre les conditions météorologiques associées, comprenant a minima la vitesse et la direction du vent, et les conditions de nébulosité. A défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche ou la plus représentative des conditions du site sont récupérées (pas de temps des données : horaire au minimum).

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant ne possédait pas de plan de gestion des odeurs formalisé.

Il disposait, toutefois, d'un relevé des divers signalements (transmis par la mairie) et de la liste des ordres de fabrication et a pu présenter la vitesse et la direction du vent aux différentes dates pour vérifier si les signalements étaient - ou non - compatibles avec la direction du vent et la nature des recettes produites.

Postérieurement à la visite : l'exploitant a transmis le 8 janvier 2025 un document intitulé "plan de gestion des odeurs". On y trouve un historique du site, un logigramme des actions à mener en cas de signalement, les dates des 4 campagnes de mesure de l'année 2025, un tableau d'enregistrement et un plan des environs du site. Ce document ne comprenant pas l'ensemble des protocoles prescrits, il n'est pas conforme à la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter son document notamment sur les points suivants :

- Actions à mener en cas de signalement : le logigramme actuel demande d'enregistrer les caractéristiques des signalements, la référence des produits fabriqués pour la période considérée, les caractéristiques de fonctionnement de la cheminée ainsi que la direction du vent. Il ne comporte toutefois aucune action pré-identifiée à mettre en œuvre pour réduire

<p>voire éliminer les nuisances olfactives identifiées notamment lorsqu'une recette est identifiée comme source de signalement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> Programme de prévention et de réduction des odeurs : ce programme est évolutif. Il convient de ce fait d'y intégrer non seulement les actions déjà réalisées, mais également les actions déjà planifiées et non encore mises en œuvre. En particulier, les études réalisées en 2023 (concernant la caractérisation des sources d'odeurs et leur contribution) font partie de ce programme : leurs conclusions doivent être rappelées et, le cas échéant, mises à jour en fonction des résultats des mesures et études ultérieures. D'une manière plus générale, la démarche d'amélioration continue, incluant une révision périodique des actions de prévention et de réduction, doit être explicitée ; Le protocole de surveillance ne mentionne que le flux d'odeurs canalisé à la cheminée n° 1. Il convient également d'y intégrer le suivi des émissions diffuses (par exemple par des rondes régulières, ou bien par la détermination des concentrations d'odeurs par prélèvement aux abords de l'usine).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Plan de défense incendie (entrepôt)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie (entrepôt)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société UNITED PETFOOD FRANCE, dont le siège social est situé zone industrielle de la Trésorerie, rue Gutenberg, à WIMILLE (code postal : 62126) est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite route de la Ferrière à SAINT-MARTIN-DES-NOYERS, de respecter les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.</p> <p>Pour cela, la société UNITED PETFOOD FRANCE établit un plan de défense incendie comprenant les éléments mentionnés au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p> <p>Arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié - Annexe II - Point 23 :</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées : - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; -- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe :
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 :
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent :
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques :
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Constats :

Le plan de défense incendie a été transmis par courrier électronique en date du 9 juillet 2024.

La structure de ce plan reprend celle de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Toutefois, les observations suivantes ont été émises lors de la visite :

- le plan d'évacuation du bâtiment B2 (cellule de stockage soumise aux dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017) ne localise pas les commandes des équipements de désenfumage. Une visite de ce local a montré que ces commandes existent, mais ne sont également absentes du plan affiché dans ce bâtiment. En outre, la version imprimée du plan de défense incendie était peu lisible (pixellisation) alors que la version électronique ne présentait pas ces défauts ;
- la localisation des murs coupe-feu doit apparaître sur un plan (seule l'existence de ces murs est notée dans le corps du document) ;
- le document indique que l'établissement dispose d'une vanne de barrage asservie au système d'alarme incendie permettant de retenir les eaux sur site : cette vanne doit également apparaître sur un plan.

Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis un plan de défense incendie actualisé : les observations concernant la localisation des commandes de désenfumage dans le bâtiment B2 ainsi que la localisation des murs coupe-feu ont été prises en compte. Un plan des réseaux a été également ajouté à ce document : il comporte la localisation de la vanne de barrage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La version transmise par l'exploitant le 8 janvier 2025 ne précise ni la date, ni la version du document et possède le même nom que la précédente version.

L'exploitant est invité à dater son document pour distinguer la version en vigueur.

L'exploitant est également invité à s'assurer de la lisibilité des figures sur la version imprimée de son document (notamment la localisation de la vanne de barrage).

Type de suites proposées : Sans suite